ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION DU MORBIHAN

PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.

CITOYENNES, CITOYENS,

Le 2 janvier 1956, bien que le Morbihan ait donné aux Socialistes 14.000 voix de plus qu'en 1951, Jean LE COUTALLER a été battu par les apparentements, alors que les 48.000 voix de sa liste donnaient droit à son élection et à celle de Louis LE MOENIC.

Après deux ans d'existence, l'Assemblée élue le 2 janvier 1956 a sombré dans l'impuissance, par suite de l'instabilité gouvernementale dont elle a été responsable.

Trois gouvernements ! **GUY MOLLET — BOURGES-MAUNOURY — FELIX GAILLARD** ont été renversés en un an et toujours de la même façon, par l'addition des voix de la droite et des voix communistes.

Les extrêmes ont créé en France la confusion, le désordre politique qui ont failli provoquer des troubles graves.

Nous nous serions opposés à un coup de force, parce que Républicains et Démocrates.

Mais, le Général de GAULLE, ayant refusé le pouvoir que voulaient lui offrir, par la force, les fascistes d'ALGER et d'ailleurs, et n'acceptant la Présidence du Gouvernement que par les voies légales, dans l'affirmation du respect des libertés, de la démocratie républicaine, nous avons avec nos amis, approuvé l'attitude de GUY MOLLET, dont la présence auprès de de Gaulle a permis à ce dernier de rétablir l'ordre, en sauvegardant les droits des citoyens et des travailleurs.

Nous avons répondu : **OUI,** au referendum, parce qu'il était nécessaire de réformer la constitution et que le projet qui nous était proposé, qui a été voté à une énorme majorité est de nature à sauver la démocratie, la République, en fixant nettement les responsabilités dans le domaine exécutif et législatif, laissant en dernier ressort la parole à l'Assemblée issue du suffrage universel ou au peuple tout en permettant une stabilité ministérielle, sans laquelle rien n'est possible, ni à la tête de l'Etat, ni à la tête d'une commune ou d'une affaire privée.

La constitution votée, il faut maintenant mettre en place les Assemblées et, tout d'abord, l'Assemblée Nationale, c'est le but de cette élection.

Le Gouvernement de demain sera fonction de la composition de l'Assemblée Nationale, et c'est aux députés et aux sénateurs qu'il appartiendra de faire les lois.

C'est pourquoi, plus que jamais, les élections prochaines sont importantes.

L'abstention serait coupable, il faut voter, et voter dès le 1er tour. En vous abstenant vous pouvez éliminer le candidat pour lequel vous désireriez voter au 2e tour.

Avec mon ami **Alfred MICHOT,** comme suppléant éventuel, je me présente à vos suffrages, dans cette circonscription, avec le nouveau mode de scrutin qui vous permet le choix de l'homme en même temps que celui d'une opinion.

NOTRE PROGRAMME

PROBLÈME DU LOGEMENT

Construction individuelle, construction de H.L.M. dans les villes et les bourgs, construction de logements et de bâtiments agricoles dans les fermes.

POUR LES SALARIÉS :

Suppression des zones de salaires.

Chaque travailleur a droit au travail, et à un salaire qui lui permette de vivre et de faire vivre décemment sa famille, qu'il soit du secteur public ou du secteur privé.

Le machinisme ne doit pas créer le chômage et la misère. La science, le progrès doivent bénéficier à tous, créer du bonheur et non de la misère.

POUR LES RETRAITÉS ANCIENS COMBATTANTS, VICTIMES DE GUERRE

Ai-je besoin de rappeler que c'est LE COUTALLER, Socialiste, qui a fait voter les lois du 20 Septembre 1948, du 2 Août 1949 établissant la péréquation des retraites, et sur lesquelles les statuts particuliers (S.N.C.F., Collectivités locales, Inscrits Maritimes), etc... se sont alignés.

Depuis qu'il a été battu en 1956, aucun Parlementaire n'a continué l'action qu'il avait entreprise dans ce domaine, et pourtant, il reste encore à faire.

Pour la première fois, le **rapport constant** des pensions de guerre (mutilés, veuves, orphelins, ascendants) des retraites du Combattant, a été respecté lorsqu'il était Sous-Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants.

POUR LES VIEUX ET LES VIEILLES

C'est le Gouvernement GUY MOLLET, qui a doublé l'allocation aux vieux, encore insuffisante ; qui a augmenté les rentes viagères.

POUR L'ÉGALITÉ ENTRE FRANÇAIS

Les Socialistes veulent un budget social de la Nation qui uniformiserait les charges et les avantages de la Sécurité Sociale, des Allocations Familiales pour tous les Français qu'ils soient salariés ou non, commerçants, artisans, cultivateurs ou des professions libérales.

POUR LES COMMERÇANTS

Les Socialistes, depuis 1953, demandent la suppression de toutes les taxes sur les transactions, ventes au détail, et leur remplacement par une taxe unique, intégrée à la première commercialisation dans le prix des objets, machines ou denrées ce qui libérerait 1.500.000 commerçants et artisans d'une comptabilité compliquée, d'ennuis permanents avec le fisc et de poursuites qui aigrissent.

Hélas ! toute la Droite s'y est opposée, et les Poujadistes n'ont su que critiquer sans jamais rien proposer.

POUR LES AGRICULTEURS

Nous voulons des conditions de vie qui les mettent au niveau des autres par la construction de chemins, l'électrification, l'adduction d'eau, la modernisation de l'Habitat rural, le remembrement équitable des parcelles et surtout des **prix** agricoles en rapport avec les prix industriels, ainsi qu'une véritable assurance contre les calamités agricoles.

Pour cela, les socialistes ont proposé une **loi-cadre agricole** organisant les marchés et fixant des prix d'objectifs, garantissant les cultivateurs contre les pertes de récolte, et leur assurant un concours efficace du Crédit Agricole.

Seule cette **loi-cadre** pourrait sauver **l'exploitation familiale** nécessaire à la santé économique du pays, en lui permettant de lutter contre les grandes exploitations agricoles qui trouvent des défenseurs dans tous les partis de droite et particulièrement chez ceux qu s'intitulent « **Indépendants**

Paysans » sans avoir jamais rien eu de commun avec un Paysan !

Le seul Ministre de l'Agriculture qui ait défendu les **exploitations familiales** c'est-à-dire les **vrais paysans** c'est **TANGUY-PRIGENT,** Socialiste alors que les Camille LAURENS, SOURBET, PFLIMLIN n'ont défendu que les betteraviers, les producteurs de blé de la Beauce ou de la Flandre et les herbagers de Normandie.

POUR LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Avec la fin de la reconstruction et la mécanisation nécessaire de l'Agriculture, des bras deviendront disponibles. Il faut éviter l'exode vers les grands centes, il faut éviter la désertion de la province au profit des villes monstres.

C'est l'intérêt national. C'est pourquoi il faut que l'Etat dirige l'économie du Pays, aide les industries existantes, organise la décentralisation industrielle en interdisant l'extension ou la création d'industries dans des centres comme la Région Parisienne et le Nord, en l'imposant dans des régions où existent la main d'œuvre, les moyens de transports routiers, ferroviaires, maritimes, et qui, si elles sont éloignées des lieux de productions minières, sont sur les lieux de consommation.

POUR LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE

La Jeunesse, c'est la **France de demain.** A l'augmentation de la natalité, doit correspondre l'augmentation des moyens pour l'instruction, la formation professionnelle.

La **République** ne peut être que Laïque, c'est-à-dire neutre à l'égard de toutes les conceptions philosophiques. Elle ne doit ni favoriser, ni brimer aucune religion. **Son école, l'école de la Nation,** pour être accessible à tous doit être également **laïque**, et les crédits nécessaires doivent être mis à sa disposition pour lui permettre de remplir sa mission dans tous les ordres d'enseignement.

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Certains, de bonne foi, d'autres, sur ordre, combattent le Marché Commun, l'accusant de tous les maux et tout d'abord de ruiner l'économie française, en raison des prix de revient supérieurs en France du fait des salaires plus forts et les charges sociales.

Se rendent-ils compte que si la situation actuelle persistait ce serait l'asphyxie de l'industrie et de l'agriculture françaises qui ne pourraient, ni l'une ni l'autre exporter, et notre économie privée de devises étrangères ne pourrait importer les matières premières indispensables à notre vie et tout d'abord le pétrole, le cuivre, le coton, etc... Ce serait le **marasme**, le **chômage**, la **misère.**

Or, le **Marché Commun** faisant obligation aux pays membres d'aligner leurs salaires, leurs charges sociales sur les plus élevés, rétablit des **conditions de production identiques et sauve l'économie française** d'une concurrence mortelle, dans le même temps où le marché s'élargissant, ouvre de nouvelles perspectives pour une réduction des prix de revient.

Ajoutons **l'impossibilité d'une guerre entre pays du Marché Commun.** Certains seraient-ils gênés par cette situation ? pas nous, en tout cas.

POUR LA PAIX

Le but reste l'organisation de la Paix, dans le cadre des Nations Unies, par le désarmement contrôlé et simultané.

Sans jamais l'oublier, nous devons, en attendant, être vigilants, conserver nos alliés, sans jamais accepter d'être à la remorque de qui que ce soit. **Il faut toujours dire la vérité, même et surtout à ses amis.**

Que les Nations puissantes donnent l'exemple et prouvent leur volonté de paix, en ne se bornant pas à discuter de la suspension de leurs **expériences atomiques,** mais en arrêtant leurs fabrications, sinon la **FRANCE se refusera à cautionner leur comédie,** et surtout se refusera à arrêter ses propres expériences puisqu'on lui refuse de partager avec elle les résultats qui lui permettraient l'égalité dans le domaine atomique, non seulement en vue de la guerre, mais **aussi en vue de œuvres de paix.**

POUR LA FRANCE D'OUTRE-MER

Nous nous réjouissons de l'attitude adoptée par le Général DE GAULLE à l'égard des territoires d'Outre-Mer. C'est celà que toute la droite nous refusait, et qu'elle a accepté aujourd'hui, **nous nous en félicitons,** car ainsi nous faisons à temps la **Communauté française** en épargnant des larmes et du sang.

En Algérie, aussi le climat est changé de part et d'autre on s'assagit.

DE GAULLE a proposé : le **cessez-le-feu, des élections et la discussion** d'un statut qui reconnaîtrait la **personnalité algérienne** et organiserait une **association étroite de l'ALGERIE et de la FRANCE.**

C'est tout celà que **Guy MOLLET** proposait avec moins de bonheur, avec moins d'écho que DE GAULLE.

Nous approuvons, son discours de Constantine, sa lettre au Général SALAN, sa dernière conférence de presse.

Tout celà a créé une ambiance nouvelle, de tout celà est né un nouvel espoir, celui de voir enfin les rebelles comprendre l'inutilité du combat, **puisque la parole est donnée au peuple Algérien, quand le bulletin de vote est là, le fusil n'a plus lieu d'être, lorsque l'on se prétend démocrate.**

L'ALGERIE associée étroitement à la FRANCE, c'est la possibilité d'exploiter les **richesses du SAHARA,** en particulier le **pétrole dont dépend l'indépendance économique de la FRANCE, son avenir et celui de l'ALGERIE française.**

CITOYENNES, CITOYENS, CHERS AMIS,

Dimanche 23 Novembre, vous aurez à choisir votre représentant.

Je m'abstiens de critiquer tel ou tel de mes concurrents, vous faisant confiance.

On a beaucoup dit que les Institutions ne valent que par les hommes !

Je crois avoir, depuis toujours donné des preuves d'honnêteté, de loyauté, de dévouement à la chose publique ; dans toutes les fonctions qui m'ont été confiées.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA REPUBLIQUE LAIQUE ET SOCIALE !

François ROBIC

Chef de district de l'E.D.F. (E.R.)
Conseiller Municipal de BAUD

SUPPLEANT EVENTUEL :

Alfred MICHOT

Directeur d'Ecole à PLUMELIN

P. S. — **ENCORE UNE FOIS, VOTEZ DES LE PREMIER TOUR.**
NE MODIFIEZ PAS LE BULLETIN DE VOTE,
NE BARREZ RIEN, SINON VOTRE VOTE SERAIT NUL.

Imprimerie de la Marine, 57 rue du Port, Lorient